



Le Quotidien

Statistique Canada

Le vendredi 22 février 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Commerce de détail, décembre 2007

2

En raison de la hausse des ventes observée chez les concessionnaires d'automobiles neuves, les ventes au détail ont progressé de 0,6 % en décembre pour s'établir à un montant estimatif de 35,1 milliards de dollars. Cela constitue une troisième augmentation de l'ensemble des ventes au détail en quatre mois, ce qui a permis à l'année 2007 d'afficher le deuxième taux de croissance des ventes au détail le plus élevé depuis 2002.

Étude : Les gains horaires, 1997 à 2007

7

Étude : Placements dans les REER, 2005

7

Emploi dans le secteur public, quatrième trimestre de 2007

8

Ventes de gaz naturel, décembre 2007

10

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide, quatrième trimestre de 2007

10

Nouveaux produits

11

Calendrier des communiqués : 25 au 29 février 2008

13



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Communiqués

Commerce de détail

Décembre 2007

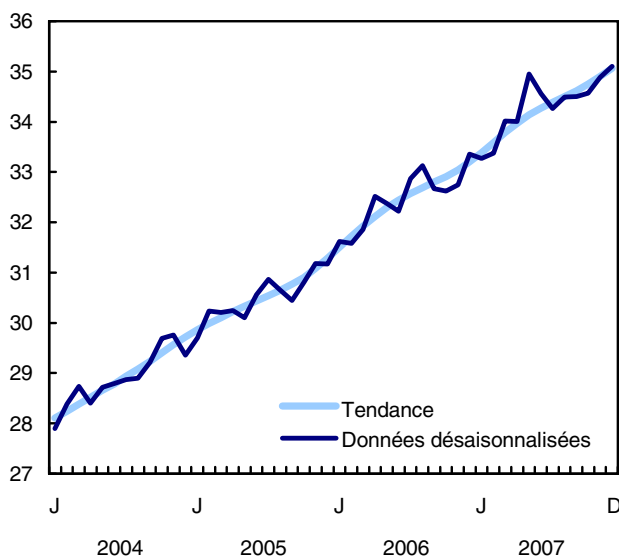
En raison de la hausse des ventes observée chez les concessionnaires d'automobiles neuves, les ventes au détail ont progressé de 0,6 % en décembre pour s'établir à un montant estimatif de 35,1 milliards de dollars. Cela constitue une troisième augmentation de l'ensemble des ventes au détail en quatre mois, ce qui a permis à l'année 2007 d'afficher le deuxième taux de croissance des ventes au détail le plus élevé depuis 2002.

En 2007, les détaillants ont vendu pour un montant estimatif de 412,2 milliards de dollars de biens et de services, en hausse de 5,8 % par rapport à 2006.

Les ventes dans le secteur de l'automobile (+3,2 %) expliquent principalement la hausse des ventes observée en décembre. Excluant deux composantes de ce secteur, soit les concessionnaires d'automobiles neuves et ceux des véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces, l'ensemble des ventes au détail ont diminué de 0,4 % en décembre, ce qui représente une première baisse en cinq mois.

Les ventes au détail augmentent en décembre

milliards de dollars



les camions comprennent les mini-fourgonnettes, les véhicules utilitaires sport, les camions légers et lourds, les fourgonnettes et les autobus. Cette reprise des ventes des concessionnaires d'automobiles neuves a complètement annulé la baisse constatée en novembre, laquelle avait été la quatrième baisse observée au cours des six derniers mois. Les rabais supplémentaires accordés dans le cadre des nouveaux prix canadiens, les incitatifs pour amener les clients dans les salles de démonstration avant l'entrée en vigueur de la baisse de 1 point de pourcentage de la taxe sur les produits et services le 1^{er} janvier 2008, ainsi que les taux de financement plus avantageux semblent avoir porté fruit.

Les concessionnaires de véhicules d'occasion, de plaisance et de pièces ont vu leurs ventes augmenter pour un deuxième mois consécutif (+3,0 %) après avoir enregistré cinq mois de recul. Ce groupe comprend, entre autres, les marchands de motoneiges et les détaillants de pneus.

La hausse des ventes des stations-service (+1,5 %) a été principalement attribuable à la progression du prix de l'essence (+1,7 %), selon l'Indice des prix à la consommation (IPC). Les ventes des stations-service ont été généralement à la hausse depuis la chute observée en septembre 2006.

Les ventes de vêtements sont à la baisse

La chute des ventes des magasins de vêtements (-3,2 %) a été principalement à l'origine de la baisse observée dans l'ensemble du secteur des magasins de vêtements et d'accessoires en décembre. Les diminutions de prix des vêtements depuis plusieurs mois ne semblent pas avoir suffi à maintenir les ventes dans ce secteur.

Les ventes des magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison (-1,2 %) ont connu une troisième baisse mensuelle consécutive des ventes en décembre. Les magasins de matériaux de construction spécialisée et de jardinage (-4,1 %) en ont été le principal facteur, ayant subi leur deuxième plus forte baisse mensuelle des ventes en 2007. Les centres de rénovations et les quincailleries (-0,5 %) ont affiché une troisième baisse consécutive de leurs ventes. Après avoir connu une ascension quasi-ininterrompue depuis quelques années, les ventes des centres de rénovations et des quincailleries ont poursuivi une tendance à la baisse depuis le milieu de 2007.

Pour le secteur des magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques, les ventes en décembre ont reculé de 1,1 %, après avoir connu une légère reprise en novembre. Le principal facteur à l'origine de cette perte a été le déclin observé dans les magasins de meubles (-3,6 %). La hausse de 2,6 % des ventes dans les magasins d'accessoires

de maison a presque annulé les baisses de ventes dans les magasins d'ordinateurs et de logiciels (-4,8 %) et les magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers (-0,3 %).

Les ventes des magasins d'alimentation et de boissons (-0,8 %) ont également perdu du terrain en décembre. Les ventes des magasins de bière, de vin et de spiritueux (-2,1 %) ont diminué après avoir connu un important mois de novembre. Les supermarchés (-0,5 %) ont vu leurs ventes diminuer légèrement après quatre mois consécutifs de hausse.

Les détaillants de la Saskatchewan continuent sur leur lancée en décembre

Six provinces ont connu une hausse des ventes au détail en décembre. Les plus fortes augmentations ont été enregistrées en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador, chacune des provinces ayant affiché une croissance de 2,1 %. En ce qui concerne la Saskatchewan, il s'agissait d'une troisième augmentation mensuelle de plus de 2,0 % notée en quatre mois, alors que pour Terre-Neuve-et-Labrador, il s'agissait d'une deuxième forte augmentation enregistrée au cours des quatre derniers mois.

Les ventes au Manitoba (+1,1 %) ont continué leur remontée, ayant affiché une quatrième augmentation mensuelle consécutive d'au moins 1,0 %. La Colombie-Britannique a mis fin à la stagnation observée au cours des derniers six mois, ayant également réalisé une progression des ventes de 1,1 %.

Les ventes en Ontario (+1,1 %) ont été en hausse pour une troisième fois en quatre mois. Les ventes au Québec ont perdu du terrain, ayant fléchi de 0,3 % en décembre, après avoir augmenté pendant deux mois consécutifs.

Année 2007 : les magasins d'accessoires de maison affichent le taux de croissance le plus élevé

Parmi les 18 groupes de commerce, 3 ont enregistré des taux de croissance d'au moins 10 % en 2007. Les ventes des magasins d'accessoires de maison (y compris les magasins de revêtements de sol et de garnitures de fenêtres) ont augmenté de 12,2 % pour atteindre 6,0 milliards de dollars en 2007. Les ventes de ces magasins représentaient 1,5 % du total des ventes du commerce de détail au Canada.

Les ventes des stations-service, qui dépendent fortement des variations du prix de l'essence, ont atteint 46,1 milliards de dollars en 2007, en hausse de 10,8 %. Ce chiffre est supérieur au taux de 8,5 % enregistré en 2006, mais est toujours inférieur aux taux de croissance élevés observés en 2004 (+15,0 %) et en 2005 (+11,4 %), alors que le prix de l'essence avait monté en flèche. L'IPC pour l'essence a augmenté

de 4,5 % en 2007, soit sa croissance la plus faible enregistrée depuis 2002.

Les ventes des magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers ont crû de 10,5 % pour atteindre 12,3 milliards en 2007. Les ventes de ce groupe de commerce ont été en forte ascension depuis plusieurs années.

Les ventes des pharmacies et des magasins de produits de soins personnels (+8,8 %) ont occupé la troisième place comme facteur ayant contribué à la croissance des ventes au détail en 2007, suivant les concessionnaires d'automobiles neuves et les stations-service. En 2006, les ventes avaient connu un essor, ayant affiché un taux record de 10,3 %. Auparavant, les taux de croissance annuels s'étaient situés en moyenne à un peu plus de 5 % depuis 2000.

Une croissance inférieure à la moyenne pour les trois plus grands groupes de commerce de détail

Les concessionnaires d'automobiles neuves ont, comme lors des années précédentes, le plus contribué à l'activité du commerce de détail en 2007, ayant représenté 18,7 % des ventes totales. Les ventes des concessionnaires d'automobiles neuves ont atteint 77,2 milliards de dollars, en hausse de 3,4 %. Ces concessionnaires ont connu un ralentissement de la croissance de leurs ventes depuis deux ans, laquelle est passée de 5,0 % en 2005 à 4,4 % en 2006.

Les supermarchés, le deuxième groupe de ventes au détail en importance, ont continué à connaître un taux de croissance modéré, ayant enregistré des ventes de 65,3 milliards de dollars en 2007, en hausse de 2,8 %. La variation de la population ainsi que celle des prix sont deux des facteurs qui ont eu une forte influence sur les ventes dans ce type de magasin. Selon la publication *Estimations démographiques trimestrielles*, vol. 21, n° 3 (91-002-XWF, gratuite), la population canadienne a augmenté de 1,0 % en 2007. Au cours de cette même année, l'IPC a affiché une augmentation de 2,7 % du prix des aliments vendus dans les magasins.

Les ventes des magasins de marchandises diverses ont augmenté de 4,5 % pour atteindre 48,6 milliards de dollars en 2007. Ce troisième plus grand groupe de commerce de détail comprend les grands magasins, les clubs-entrepôts, les hypermarchés et les magasins de fournitures pour la maison et l'automobile. Pour une troisième année consécutive, la croissance des ventes de ce type de magasins a été inférieure à la hausse globale des ventes du commerce de détail.

La croissance dans les trois plus grandes villes canadiennes est en deçà de la moyenne nationale

Les trois plus grandes villes du pays ont connu une croissance des ventes inférieure à la moyenne nationale en 2007. Parmi les trois régions métropolitaines de recensement de Toronto, de Montréal et de Vancouver, Toronto a enregistré la plus forte croissance de ses ventes annuelles (+5,4 %), suivie de près de Vancouver (+5,3 %). Montréal s'est placée au troisième rang, ayant connu une croissance des ventes de 3,2 %.

À l'échelon provincial, la Saskatchewan est arrivée en tête de la croissance des ventes au détail en 2007. Les ventes des détaillants de cette province ont bondi de 12,9 %, ce qui représente près de deux fois le taux de croissance constaté en 2006. En outre, il s'agit d'un taux inégalé dans la province depuis le début de la série en 1991.

Tandis qu'en 2006 la croissance des ventes au détail en Alberta devançait de loin celle des autres provinces, la province s'est classée au quatrième rang en 2007, ayant enregistré une croissance des ventes de 9,0 %, en deçà des taux de croissance record de 9,4 % affichés au Manitoba et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Indicateurs connexes pour janvier

Selon l'Enquête sur la population active, l'emploi a connu une hausse estimative de 46 000 en janvier, ce qui a porté le taux d'emploi à un sommet sans précédent (63,8 %). Ces hausses ont entraîné le taux de chômage à la baisse, lequel s'est fixé à 5,8 %, soit l'équivalent du taux le plus faible en 33 ans noté en octobre 2007.

Les données provisoires sur les ventes de l'industrie de l'automobile indiquent que le nombre de véhicules automobiles neufs vendus a connu une forte progression en janvier, en raison surtout des ventes de voitures particulières.

Selon la Société canadienne d'hypothèques et de logement, le nombre désaisonnalisé annualisé de mises en chantier d'habitations au Canada a bondi de 20,6 %, étant passé de 184 700 en décembre 2007 à 222 700 en janvier 2008.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 080-0014 à 080-0017.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 2406 et 2408.

Le numéro de décembre 2007 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XWF, gratuite) paraîtra sous peu.

Les données de janvier sur le commerce de détail seront diffusées le 25 mars.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3549 ou composez sans frais le 1-877-421-3067

(detaillantsinfo@statcan.ca). Pour obtenir des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claude Bilodeau au 613-951-1816, Division de la statistique du commerce.

Ventes au détail

	Décembre 2006	Septembre 2007 ^r	Octobre 2007 ^r	Novembre 2007 ^r	Décembre 2007 ^p	Novembre à décembre 2007	Décembre 2006 à décembre 2007
Données désaisonnalisées							
	millions de dollars					variation en %	
Automobile	11 540	11 750	11 883	12 005	12 385	3,2	7,3
Concessionnaires d'automobiles neuves	6 540	6 417	6 473	6 242	6 514	4,4	-0,4
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	1 481	1 562	1 560	1 570	1 617	3,0	9,1
Stations-service	3 518	3 771	3 849	4 193	4 254	1,5	20,9
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	2 359	2 498	2 502	2 510	2 484	-1,1	5,3
Magasins de meubles	808	845	841	851	821	-3,6	1,5
Magasins d'accessoires de maison	467	512	508	489	502	2,6	7,4
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	126	113	115	117	111	-4,8	-12,0
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	957	1 028	1 038	1 053	1 050	-0,3	9,7
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	2 144	2 253	2 247	2 230	2 204	-1,2	2,8
Centres de rénovation et quincailleries	1 735	1 820	1 806	1 801	1 792	-0,5	3,3
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	409	433	441	430	412	-4,1	0,6
Magasins d'alimentation et de boissons	7 430	7 683	7 678	7 759	7 697	-0,8	3,6
Supermarchés	5 362	5 474	5 484	5 525	5 499	-0,5	2,5
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	794	856	851	863	857	-0,8	7,9
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 273	1 354	1 344	1 370	1 342	-2,1	5,4
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	2 273	2 403	2 401	2 400	2 403	0,1	5,7
Magasins de vêtements et d'accessoires	1 958	2 005	1 990	2 018	1 964	-2,7	0,3
Magasins de vêtements	1 486	1 536	1 523	1 543	1 494	-3,2	0,5
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	472	469	467	475	470	-0,9	-0,4
Magasins de marchandises diverses	3 939	4 103	4 045	4 139	4 161	0,5	5,6
Détaillants divers	1 717	1 806	1 826	1 826	1 804	-1,2	5,1
Magasins d'articles de sports, de passe-temps, de musique et librairies	854	900	895	893	888	-0,6	3,9
Magasins de détail divers	863	906	931	933	916	-1,8	6,2
Total des ventes au détail	33 359	34 501	34 570	34 887	35 100	0,6	5,2
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	25 338	26 522	26 537	27 075	26 969	-0,4	6,4
Provinces et territoires							
Terre-Neuve-et-Labrador	534	553	562	560	571	2,1	7,0
Île-du-Prince-Édouard	128	135	137	134	134	-0,3	4,7
Nouvelle-Écosse	956	981	992	985	978	-0,7	2,3
Nouveau-Brunswick	768	789	800	801	791	-1,2	3,1
Québec	7 367	7 499	7 541	7 597	7 573	-0,3	2,8
Ontario	12 050	12 286	12 241	12 399	12 532	1,1	4,0
Manitoba	1 116	1 199	1 211	1 223	1 236	1,1	10,7
Saskatchewan	998	1 118	1 113	1 141	1 165	2,1	16,8
Alberta	4 845	5 082	5 099	5 155	5 174	0,4	6,8
Colombie-Britannique	4 483	4 736	4 750	4 765	4 818	1,1	7,5
Yukon	40	43	43	43	43	0,9	9,4
Territoires du Nord-Ouest	53	57	58	61	60	-1,8	14,3
Nunavut	22	24	23	24	24	1,1	11,2

^r révisé

^p provisoire

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Ventes au détail

	Décembre 2006	Novembre 2007 ^r	Décembre 2007 ^p	Décembre 2006 à décembre 2007
Données non désaisonnalisées				
	millions de dollars			variation en %
Automobile	9 873	11 233	10 605	7,4
Concessionnaires d'automobiles neuves	5 451	5 787	5 391	-1,1
Concessionnaires de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	1 106	1 401	1 199	8,3
Stations-service	3 315	4 045	4 015	21,1
Magasins de meubles, d'accessoires de maison et d'appareils électroniques	3 544	2 721	3 704	4,5
Magasins de meubles	934	888	937	0,3
Magasins d'accessoires de maison	617	573	662	7,2
Magasins d'ordinateurs et de logiciels	155	123	138	-11,0
Magasins d'appareils électroniques et d'électroménagers	1 837	1 137	1 967	7,1
Magasins de matériaux de construction et de produits extérieurs pour la maison	1 731	2 205	1 760	1,7
Centres de rénovation et quincailleries	1 417	1 791	1 446	2,0
Magasins de matériaux de construction spécialisés et de jardinage	314	414	314	0,1
Magasins d'alimentation et de boissons	8 844	7 673	8 809	-0,4
Supermarchés	6 044	5 496	5 974	-1,2
Dépanneurs et magasins d'alimentation spécialisés	872	811	918	5,3
Magasins de bière, de vin et de spiritueux	1 928	1 366	1 917	-0,6
Pharmacies et magasins de produits de soins personnels	2 673	2 440	2 785	4,2
Magasins de vêtements et d'accessoires	3 344	2 267	3 304	-1,2
Magasins de vêtements	2 438	1 758	2 427	-0,4
Magasins de chaussures, d'accessoires vestimentaires et bijouteries	906	509	877	-3,3
Magasins de marchandises diverses	5 981	4 634	6 275	4,9
Détaillants divers	2 558	1 870	2 668	4,3
Magasins d'articles de sports, de passe-temps, de musique et librairies	1 505	952	1 562	3,8
Magasins de détail divers	1 052	918	1 106	5,1
Total des ventes au détail	38 547	35 043	39 909	3,5
Total, excluant les concessionnaires d'automobiles neuves, de véhicules automobiles d'occasion, de plaisance et de pièces	31 990	27 855	33 319	4,2
Provinces et territoires				
Terre-Neuve-et-Labrador	633	598	669	5,6
Île-du-Prince-Édouard	146	132	149	2,0
Nouvelle-Écosse	1 140	1 003	1 140	0,0
Nouveau-Brunswick	881	817	888	0,8
Québec	8 040	7 585	8 082	0,5
Ontario	14 346	12 655	14 797	3,1
Manitoba	1 277	1 235	1 390	8,8
Saskatchewan	1 133	1 130	1 299	14,7
Alberta	5 541	5 112	5 799	4,7
Colombie-Britannique	5 282	4 657	5 555	5,2
Yukon	43	40	47	9,2
Territoires du Nord-Ouest	59	56	67	13,6
Nunavut	25	23	28	8,3

^r révisé

^p provisoire

Note: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

■

Étude : Les gains horaires

1997 à 2007

Les gains horaires des gestionnaires et des professionnels des domaines des affaires, de la finance et de l'informatique ont augmenté plus rapidement que ceux des personnes appartenant à toute autre catégorie professionnelle au cours de la dernière décennie, selon une nouvelle étude.

En revanche, la rémunération des cols bleus du secteur de la fabrication, des employés de bureau et des vendeurs dans le commerce de détail n'a presque pas augmenté.

Selon l'étude, publiée aujourd'hui dans *L'emploi et le revenu en perspective*, de 1997-1998 à 2006-2007, les gains horaires moyens des gestionnaires du secteur privé ont fait un bond important de 20 %. Cette augmentation représente quatre fois celle de 5 % que les autres employés du secteur privé ont connue.

Les gains horaires des gestionnaires spécialistes — ceux de domaines comme le génie, les sciences, les systèmes d'information, les ventes et le marketing — ont progressé en moyenne de 23 %. Les gains des autres gestionnaires se sont accrus de 18 %, soit le même taux que celui des professionnels des domaines des affaires et de la finance.

La rémunération horaire des professionnels de l'informatique a aussi affiché une croissance appréciable des gains horaires (+14 %).

Par contre, la rémunération des employés de bureau et des employés du secteur de la fabrication affectés à un travail de col bleu ou à des tâches de supervision n'a presque pas augmenté. La rémunération des caissiers, du personnel de vente au détail et des vendeurs n'a pas progressé non plus. La rémunération a plafonné pour ces travailleurs, qui représentaient 26 % de l'emploi dans le secteur privé en 2006-2007.

Dans l'ensemble, les gains horaires moyens des employés du secteur privé ont grimpé de 7 % pendant cette période.

La croissance plus rapide de la rémunération des gestionnaires a été observée dans tous les principaux groupes d'industries, quelle que soit la taille des entreprises, ainsi que dans toutes les régions du Canada.

La proportion de travailleurs possédant un grade universitaire a augmenté davantage parmi les gestionnaires que chez les autres employés. Toutefois, l'accroissement plus rapide du niveau de scolarité ne constitue que 20 % de la différence du taux de croissance des gains moyens entre les gestionnaires et les autres employés.

De plus, 75 % de la différence du taux de croissance demeure après avoir tenu compte de différences observées parmi les industries créatrices d'emplois et les régions.

L'augmentation plus rapide de la rémunération des gestionnaires au cours de la dernière décennie est un phénomène étendu à l'ensemble de l'économie canadienne.

Cette hausse de la rémunération a des conséquences appréciables sur la partie supérieure de l'échelle de répartition des gains.

De 1997-1998 à 2006-2007, les gains horaires ont crû de 12 % au sein de la tranche supérieure de 5 % des employés du secteur privé, contre 4 % pour leurs homologues se situant au milieu de la répartition. Selon l'étude, la croissance plus rapide des gains des gestionnaires explique entre un tiers et 60 % de cette différence de huit points de pourcentage.

L'article «Les gains au cours de la dernière décennie» est maintenant offert dans l'édition en ligne de février 2008 de la publication *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 9, n° 2 (75-001-XWF, gratuite), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec René Morissette au 613-951-3608 (rene.morissette@statcan.ca), Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

Étude : Placements dans les REER

2005

Dans l'ensemble, 6 familles sur 10 au Canada avaient des économies dans un régime enregistré d'épargne-retraite (REER) en 2005, et la valeur médiane de ce régime s'établissait à 25 000 \$, selon une nouvelle étude.

L'étude, publiée aujourd'hui dans le numéro de février 2008 de *L'emploi et le revenu en perspective*, montre que, comme prévu, la fréquence des familles ayant un REER et la valeur du régime augmentaient toutes deux avec l'âge.

Chez les jeunes familles dont le principal soutien économique était âgé entre 25 et 44 ans, plus de la moitié (56 %) avaient un REER, comparativement à 68 % des familles dont le principal soutien économique était âgé entre 45 et 54 ans.

Chez les familles dont le principal soutien économique était âgé entre 65 et 69 ans, dépassant ainsi l'âge habituel de la retraite, le taux reculait pour s'établir à 47 %. Il n'y a là aucune surprise, puisque les personnes plus âgées dans ces familles peuvent avoir déjà pris leur retraite. Par conséquent, certaines peuvent avoir converti leur REER en fonds enregistré de revenu de retraite. Près de 90 % des familles ayant un revenu après impôts de 85 000 \$ ou plus avaient un REER. Il s'agit de plus du double de la proportion

enregistrée chez les familles ayant un revenu de moins de 36 500 \$, laquelle s'établissait seulement à 35 %.

L'étude est fondée sur les données de l'Enquête sur la sécurité financière de 2005, qui mesurait le stock d'actifs au chapitre des REER accumulés au fil du temps plutôt que les cotisations à un REER au cours d'une année particulière.

Les jeunes familles, dont le principal soutien économique était âgé entre 25 et 44 ans, ont eu moins de temps pour amasser des fonds. Elles n'ont donc déclaré qu'une valeur médiane de 15 000 \$ pour leur REER. (La médiane est la valeur qui sépare en deux parties égales.)

Celles faisant partie des groupes d'âge de 45 à 54 ans et de 55 à 64 ans ont disposé potentiellement d'un plus grand nombre d'années d'emploi pour accumuler des fonds et, par conséquent, ont épargné beaucoup plus. La médiane pour le groupe des 45 à 54 ans s'établissait à 40 000 \$, et pour les 55 à 64 ans, à 55 000 \$.

Chez les familles dont le principal soutien économique était âgé de 65 ans ou plus, la valeur médiane était inférieure, soit de 37 000 \$ seulement.

L'examen de l'épargne-retraite au sens large montre que près des trois quarts des familles avaient un REER ou un régime de pension d'employeur (RPE), ou les deux. La valeur médiane de leur épargne correspondait à 65 800 \$.

À chaque tranche d'âge, les avoirs médians au chapitre d'un RPE étaient considérablement supérieurs à ceux d'un REER. Chez les familles dont le principal soutien économique était âgé entre 55 et 64 ans, 8 familles sur 10 avaient soit un REER, soit un RPE. Leur valeur médiane était considérablement plus élevée, soit de 244 800 \$.

Les investisseurs peuvent avoir une variété de placements dans leur REER. Le type le plus courant était celui des fonds communs de placement, que possédaient 38 % des familles, probablement en raison du large éventail de produits offerts.

Environ 20 % des familles avaient des certificats de placement garanti, populaires en raison de leur prévisibilité. Seulement 7 % des familles avaient des actions.

La majorité des familles (59 %) avaient un portefeuille de REER composé entièrement de placements à valeur variable (des fonds communs

de placement, des actions ou des obligations). Seulement le quart des familles avaient un actif composé exclusivement de placements à valeur prévisible (des certificats de placement garanti, des Obligations d'épargne du Canada ou des bons du Trésor).

Parmi les jeunes familles, les deux tiers avaient un portefeuille de REER constitué uniquement de placements à valeur variable, comparativement à près de la moitié des familles plus âgées.

Chez les familles ayant un revenu après impôts de moins de 36 500 \$, 35 % avaient seulement des placements à valeur prévisible dans leur REER. Cette proportion était considérablement plus élevée que dans le cas des familles ayant un revenu après impôts supérieur (85 000 \$ ou plus).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2620.

L'article «Placements dans les REER» est maintenant offert dans le numéro en ligne de février 2008 de la publication *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 9, n° 2 (75-001-XWF, gratuite), qui est accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec André Bernard au 613-951-4660 (andre.bernard@statcan.ca), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

Emploi dans le secteur public

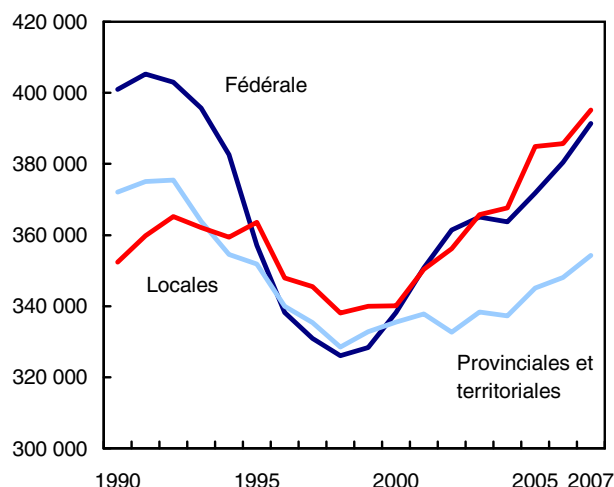
Quatrième trimestre de 2007 (données provisoires)

L'emploi dans le secteur public a atteint près de 3,3 millions d'employés au quatrième trimestre de 2007, en hausse de 2,5 %, ou de 81 000 emplois, par rapport au même trimestre en 2006. L'emploi dans ce secteur augmente de façon soutenue depuis 2000, après avoir diminué tout au long des années 1990.

L'emploi dans le secteur public comprend tous les ordres de l'administration publique générale, les universités, les collèges, les conseils scolaires, les établissements de soins de santé et de services sociaux ainsi que les entreprises publiques.

Emploi dans les administrations publiques générales, quatrième trimestre

nombre moyen d'employés



L'augmentation au quatrième trimestre s'étendait à tous les secteurs de l'administration publique. Cette hausse est essentiellement attribuable aux établissements d'enseignement, lesquels comptent 29 000 employés de plus qu'au quatrième trimestre de 2006, en hausse de 2,8 %. Cette croissance se concentrait principalement en Ontario, en Colombie-Britannique et en Alberta.

L'emploi dans l'administration publique générale s'élevait à un peu plus de 1,1 million, en hausse de 2,4 % ou de 27 000 emplois. Les trois ordres de l'administration publique générale ont contribué à cette progression. Toutefois, depuis 2000, la croissance de l'emploi dans l'administration fédérale et les administrations locales est plus rapide que dans celles des provinces et des territoires.

La forte croissance dans les administrations provinciales en Alberta et en Colombie-Britannique a été effacée en partie par une baisse enregistrée au Québec et au Nouveau-Brunswick.

L'emploi dans les établissements de soins de santé et de services sociaux a augmenté de 25 000, soit de 3,2 %. Plus du quart de cette croissance s'est produite en Alberta.

Le total des salaires et traitements dans le secteur public au quatrième trimestre de 2007 était de 3,3 % plus élevé qu'un an auparavant.

Nota : Le secteur public englobe toutes les entités économiques qui sont sous le contrôle d'une administration publique. Il comprend quatre grandes composantes, soit l'administration publique fédérale (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, et les organismes et les fonds autonomes), les administrations publiques provinciales et territoriales (les ministères, les organismes et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, les universités et les collèges, et les établissements de soins de santé et de services sociaux), les administrations publiques locales (les municipalités et les fonds non autonomes, les organismes et les fonds autonomes, et les conseils et les commissions scolaires) et les entreprises publiques (aux échelons fédéral, provincial-territorial et local).

Données stockées dans CANSIM : tableaux 183-0002 et 183-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 1713.

Pour obtenir une description plus détaillée de la définition de l'emploi dans le secteur public et de la façon dont on fait le rapprochement entre les données sur l'emploi dans ce secteur et celles provenant d'autres sources d'information, veuillez consulter le document intitulé *Réconciliation des estimations de l'emploi du secteur public provenant de différentes sources d'information*, en cliquant sur le numéro d'enquête suivant : 1713.

Un tableau de données sur l'emploi du secteur public est également accessible en ligne à partir du module *Tableaux sommaires* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-0767 (pid-dipinfo-dip@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Alain Baril au 613-951-4131 (alain.baril@statcan.ca), Division des institutions publiques. □

Emploi dans le secteur public

	Troisième trimestre de 2006	Quatrième trimestre de 2006	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007
	milliers			
Secteur public	2 992	3 210	3 052	3 291
Administrations publiques générales	1 148	1 114	1 166	1 141
Fédérale	386	380	387	391
Provinciales et territoriales	362	348	369	354
Locales	400	386	410	395
Établissements d'enseignement	790	1 053	806	1 082
Universités et collèges ¹	307	361	319	375
Commissions scolaires	482	691	487	707
Établissements de soins de santé et de services sociaux	789	784	814	809
Entreprises publiques	265	260	265	260

1. Y compris les instituts de formation professionnelle et les écoles de métiers.

Note: Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Ventes de gaz naturel

Décembre 2007 (données provisoires)

Des températures plus basses que la normale dans l'ensemble du pays ont mené à des augmentations importantes des ventes de gaz naturel dans tous les secteurs en décembre.

Les ventes au secteur résidentiel ont bondi de 22,6 %, suivies de celles du secteur commercial, qui ont connu un accroissement de 19,1 %. Les ventes dans le secteur industriel (y compris les ventes directes) ont affiché une augmentation de 14,0 %.

Les ventes de gaz naturel ont totalisé 8 753 millions de mètres cubes, en hausse de 17,5 % par rapport à décembre 2006.

Les ventes à la fin de décembre étaient en hausse de 5,0 % par rapport à la même période de 12 mois en 2006, à la suite d'une augmentation généralisée dans tous les secteurs. Depuis 2003, il s'agit de la première année au cours de laquelle le volume annuel des ventes était en hausse.

Les volumes des ventes du gaz naturel au secteur résidentiel (+7,3 %) et au secteur commercial (+5,5 %) se sont accrus. De même, les ventes de gaz naturel au secteur industriel (y compris les ventes directes) ont progressé de 3,9 % en 2007.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour commander des données, pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Livraisons des produits de chauffage à combustible solide

Quatrième trimestre de 2007

Il est maintenant possible de consulter les données du quatrième trimestre sur les livraisons des produits de chauffage à combustible solide.

Données stockées dans CANSIM : tableau 303-0063.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2189.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (manufact@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Production de fruits et légumes, février 2008, vol. 76, n° 2

Numéro au catalogue : 22-003-XIF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, février 2008, vol. 9, n° 2

Numéro au catalogue : 75-001-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :

1-800-267-6677

Pour les autres pays, composez le :

1-613-951-2800

Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le :

1-877-287-4369

Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le :

1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 juin 1997 Cinq ans d'attente à 10 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements en transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement aux attentes, faible.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
● Indice des offres d'emploi, mai 1997 ● Emplois sur les anticipations à court terme ● Aides en formes pécuniaires, novembre 1996 ● Production d'œufs, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Calendrier des communiqués : 25 au 29 février 2008

(À cause de circonstances imprévisibles, les dates de parution peuvent être modifiées.)

Date de parution	Titre	Période de référence
25	Recettes monétaires agricoles	2007
26	Dépenses des ménages	2006
26	Assurance-emploi	Décembre 2007
26	Emploi, rémunération et heures de travail	Décembre 2007
27	Bulletin des industries de services	2005
27	Investissements privés et publics au Canada	2006 à 2008
28	Caractéristiques des voyageurs internationaux	Troisième trimestre de 2007
28	Compte des voyages internationaux	Quatrième trimestre de 2007
29	Balance des paiements internationaux	Quatrième trimestre de 2007
29	Indices des prix des produits industriels et des matières brutes	Janvier 2008
